



Info Luttes

N°09

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime

29 mars 2018

infoluttes76@orange.fr

- Après le succès des grèves et manifestations du 22 mars
- Contre les attaques du gouvernement et du patronat

FAISONS CONVERGER NOS LUTTES !

RASSEMBLEMENT REVENDICATIF

MARDI 3 AVRIL – 12h

Hôtel de Ville – SOTTEVILLE LES ROUEN

Les Unions Départementales CGT, FORCE OUVRIERE, FSU et SOLIDAIRES de Seine Maritime se sont réunies le 28 mars 2018 afin de tirer les enseignements de la journée de grève et de manifestations du 22 mars 2018. Force est de constater que la mobilisation a été massive, tant du point de vue des manifestations que du nombre de grévistes.

Les travailleurs du secteur public comme ceux du secteur privé sont confrontés aux mêmes politiques rétrogrades du gouvernement Macron qui souhaitent en finir avec l'ensemble des protections et des acquis obtenus de hautes luttes.

En pratique, c'est la casse du code du travail et des conventions collectives dans le secteur privé et les attaques contre les statuts et les missions dans le secteur public. Les retraités, les privés d'emplois et précaires, les lycéens et les étudiants sont eux aussi touchés de plein fouet par les mesures gouvernementales.

Face à ces attaques, aucun secteur ne doit rester isolé. Il faut hausser le rapport de force en restant unis et déterminés sur nos revendications. **Le 3 avril, plusieurs secteurs d'activité seront en grève et dans l'action : cheminots, énergie, ramassage des ordures ménagères, transport aérien...**

Nos organisations décident d'organiser ce même jour un rassemblement revendicatif permettant d'œuvrer à la

convergence de l'ensemble des luttes en cours.

Au-delà des prises de paroles des différents secteurs mobilisés, il s'agira de réaffirmer l'ensemble de nos revendications comme l'abrogation des lois Rebsamen, El Khomri et des ordonnances Macron, la défense des statuts et des conventions collectives, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, l'augmentation générale des salaires, des traitements et des pensions, la défense de notre système de retraite, le refus de la réforme ferroviaire, de celle du baccalauréat de l'accès à l'université.

Il s'agira aussi de défendre les libertés syndicales et le droit de grève au moment où les pressions s'exercent contre la grève à la SNCF.

Par ailleurs, nous appelons l'ensemble de la population à soutenir la grève du 31 mars dans les magasins CARREFOUR ainsi que la grève en cours au CHR du Rouvray.

Retour en images sur le succès du 22 mars !

La réussite de la journée unitaire de mobilisation dans différents secteurs professionnels (Fonction Publique, Cheminots, Énergie, Transport, etc.) s'est traduite par plus de 180 rassemblements et manifestations partout en France, regroupant plus de 500 000 manifestants dans les rues.

En Seine-Maritime, nous étions plus de 20 000 à battre le pavé !

Tous et toutes ont marqué, aussi par la grève, leur attachement aux services publics.

La CGT appelle les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités et les jeunes à prendre leur avenir en main, à construire leurs revendications et à agir dans l'unité syndicale la plus large pour imposer le progrès social.

C'est dans cette démarche et dans la recherche de convergence des luttes que la CGT propose l'organisation d'une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 19 avril prochain. D'ici là, la CGT appelle à se saisir des journées de mobilisation du 31 mars et du 3 avril pour montrer notre détermination !

Rouen



Dieppe



Le Havre





**POUR PROLONGER LES ACTIONS DES 15 ET 22 MARS
DANS LA CONTINUITE DE LA CONVERGENCE DES LUTTES
LA CGT DE DIEPPE APPELE A UN RASSEMBLEMENT
LE MARDI 03 AVRIL A 17H00
PLACE PIERRE SEMARD
DEVANT LA GARE DE DIEPPE
CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES DU GOUVERNEMENT
EN SOUTIEN DE LA GREVE DES CHEMINOTS
SALARIES DU PUBLIC PRIVE RETRAITES PRIVES D EMPLOI
TOUS ENSEMBLE**



Vendredi 30 mars

Grève le matin au Leclerc de St Pierre les Elbeuf.

Distribution de tracts et signature de pétitions. Carrefour de Grand Couronne : RDV 10h00

Samedi 31 mars

Grève au Carrefour Barentin, à partir de 8h.

Grève au Carrefour de Tourville la Rivière (modalités à préciser).

Grève au Proxi Carrefour Couronne Barbecue à partir de 12h00

Le 23 janvier 2018, Alexandre Bompard, président-directeur général du groupe Carrefour, a annoncé les principales mesures de son plan « Carrefour 2022 » à la presse. Sont ainsi prévues :

- la suppression de 2 400 emplois dans les sièges du groupe en France ;
- la cession des 273 magasins Dia ;
- la réduction des surfaces des hypermarchés ;
- la cession de 500 millions d'euros d'actifs non stratégiques ;
- la réduction des coûts de 2 milliards d'euros.

Comme l'explique la fédération commerce et services CGT, les 2 400 postes supprimés ne sont que la partie émergée de l'iceberg. En effet, les magasins Dia sont en difficulté, limitant leurs chances de reprise. Chacun d'entre eux employant entre 5 et 10 salariés en moyenne, ce sont donc entre 1 400 et plus de 2 000 postes supplémentaires qui sont menacés.

La réduction des surfaces des hypermarchés va engendrer une baisse d'effectifs, ne serait-ce que par le non-remplacement des départs. Enfin, chaque point de réduction de coût représente un potentiel de 1 000 suppressions de postes supplémentaires, laissant plus que pessimiste au vu des 2 milliards d'euros de réduction visés par la direction.

Ces milliers de suppressions de postes (avec en ligne de mire le développement du marché numérique de l'enseigne) vont inexorablement dégrader les conditions de travail des salariés, pourtant déjà peu reluisantes, ce qui va entraîner une *extrême souffrance* » et de précarités

Rappelant que Carrefour bénéficie chaque année de plus de 400 millions d'euros d'aides de l'État (CICE et exonérations de cotisations salariales), la CGT commerce et services en appelle à la responsabilité du gouvernement. Avec les salariés du groupe Carrefour, elle organise des actions depuis des mois pour contrecarrer ce plan Bompard mortifère.

Il est intolérable que, pour engraisser les actionnaires, Carrefour licencie des milliers de Femmes et d'Hommes qui vont se retrouver en grande difficultés. **La CGT refuse les fermetures des magasins car, non seulement les salariés perdent leur emploi, mais c'est tout le tissu social d'une ville qui est impacté.**

<< Ce ne sont pas les salariés et la population qui doivent trinquer ! >>

<<Aucune fermeture de magasin ! Aucune suppression d'emploi ! >>

Violences à la Fac de Montpellier : La CGT exige vérité et justice

L'omniprésence de l'extrême droite, la montée des expressions de haine, racistes, identitaires et xénophobes, en France et en Europe, se traduisent régulièrement par des actes violents.

Le 22 mars au sein de l'Université de Montpellier, c'est un véritable commando de barbouzes qu'ont vu venir à eux les centaines d'étudiants réunis en assemblée générale, dans un déferlement de haine, de propos racistes et homophobes et de violence provoquant quatre blessés graves et plusieurs commotions.

Ces méthodes fascistes révèlent le véritable visage de l'extrême droite française. Elle peut prendre différents noms, elle peut même en changer, ses pratiques restent les mêmes.

La CGT exige, de la part de la Ministre, madame Vidal et de la communauté universitaire, la condamnation sans réserve de ces agissements.

Des interrogations s'expriment fortement quant au rôle et à l'implication active du doyen de la faculté de Droit.

Toute la lumière doit être faite sur les responsabilités de chacun dans cette affaire. Si cette collaboration ou d'autres étaient confirmées, ces faits graves et inédits appelleraient à des sanctions exemplaires de la part du

président de l'Université, de la Ministre et de la justice.

Il en est de même des enquêtes qui doivent identifier les agresseurs afin de les traduire devant les tribunaux.

Actuellement, les syndicats locaux sont reçus par la préfecture. Nous attendons que le Préfet assume toutes ses responsabilités.

Ces faits ne sont pas sans lien avec la montée en puissance de la contestation sociale contre les projets gouvernementaux, notamment la loi instaurant la généralisation de la sélection à l'entrée de l'Université.

La CGT apporte tout son soutien aux jeunes blessés, à l'intersyndicale de l'Université et aux associations. Notre dénonciation de ces violences se traduira aussi par des dépôts de plaintes via nos syndicats locaux.

Cette tentative d'intimidation n'entamera pas notre détermination à poursuivre les luttes sociales en cours.

Montreuil, le 23 mars 2018





LES RENDEZ-VOUS DE L'IHS CGT 76



Avec Bernard Thibault

le 05 avril à 14H30 - Maison du peuple

161 rue Pierre Corneille - 76300 Sotteville les Rouen

Acteur essentiel de la vie sociale des 25 dernières années , Bernard Thibault, ancien Secrétaire Général de la CGT et membre aujourd'hui du Conseil d'Administration de l'Organisation Internationale du Travail, fait partie de ces militants dont la parole est toujours en écho avec l'actualité. L'IHS CGT 76 vous invite à venir débattre de ce concept « dit moderne, incontournable », du culte du moindre coût qui sacrifie les salariés du monde entier sur l'autel du profit et de la concurrence.



La troisième guerre mondiale est sociale

Si depuis plusieurs décennies le « progrès social » s'illustrait par une avancée des droits, des libertés et des conditions matérielles pour les travailleurs, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le chômage augmente. 40% des travailleurs dans le monde n'ont pas de contrat de travail. Des dizaines de millions d'enfants sont contraints de travailler et ne bénéficient pas de l'éducation. Près d'un milliard et demi de personnes vivent avec moins de 4,5 euros par jour. 70% de la population mondiale n'a pas de système de protection sociale. Le droit de grève et les libertés syndicales sont loin d'être un droit universel... En Europe, les droits sociaux sont fréquemment présentés comme des « privilèges » d'un autre temps. La version néolibérale de la mondialisation a fait de la concurrence un absolu qui s'est étendu à la planète entière. Les dégâts humains de cette véritable guerre sociale mondiale sont énormes.

Bernard Thibault dénonce dans cet ouvrage ce culte du moindre coût qui sacrifie les salariés du monde sur l'autel de la concurrence. La solution à cette dérive n'est pas le repli sur soi nationaliste, mais la promotion de l'égalité des êtres humains par l'adoption dans tous les pays de normes protectrices et élevées tant en termes de rémunération que de conditions de travail.

IHS CGT 76 – 161 rue Pierre Corneille -76300 Sotteville les Rouen

Téléphone : 09 82 40 45 19 - Courriel : ihscgt76@bbox.fr - Site : [www.ihscgt76-le fil rouge.fr](http://www.ihscgt76-le.filrouge.fr)

COMPRENDRE 1968, AGIR EN 2018

UNE OFFRE EXCEPTIONNELLE

1 numéro spécial Mai 68 de la NVO + 2 fac-similés des numéros historiques



COMMANDEZ MAINTENANT

Parution le 11 avril 2018

boutique.nvo.fr



Journée festive

départementale de l'USR cgt 76

- Visite du Salon des artistes
ouvriers à Franklin
- Randonnée pédestre
- Pétanque, jeux de société
- Stand et expositions
- Repas festif avec animations
(Les Gabiers)
- Visite du port en vedette
(participation aux frais 6 €)
- Grande Tombola
avec de nombreux lots

15 €

**Inscription avant
le 17 mai 2018**
nombre de places
limitées!

**Jeudi 24 mai
de 9h à 17h**

SALLE ARTHUR FLEURY
33 bis rue Maurice THOREZ
à Gonfreville l'Orcher

Bulletin d'inscriptions à retourner avec le règlement à l'USR CGT 76
187 rue Albert Dupuis 76000 Rouen - courriel: usrcgt76@cgt76.fr

Nom Prénom

Syndicat ou section syndicale

Nombre de places (X 15 €)

Nombre de places éventuelles⁽¹⁾ pour la visite du port (+6€)

Montant total : (1) Attention, le nombre de place est limité à 30 participants

Militants - Adhérents

— entre —

VOUS

— et —

NOUS

un lien

indissociable



partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF : MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Flandre 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°28233718604Q. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.